EHESS

Review
Author(s): Marcel Gauchet
Review by: Marcel Gauchet
Source: *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 44e Année, No. 6 (Nov. - Dec., 1989), pp. 1389-1392
Published by: EHESS
Stable URL: http://www.jstor.org/stable/27582700
Accessed: 26-10-2015 18:33 UTC

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at http://www.jstor.org/page/info/about/policies/terms.jsp

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

EHESS is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Annales. Histoire, Sciences Sociales.*

http://www.jstor.org

This content downloaded from 131.94.16.10 on Mon, 26 Oct 2015 18:33:50 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

ordre. De là des modalités spécifiques de l'activité érudite et des limites explicites et implicites à la recherche du vrai. Ne pourrait-on pas repérer d'autres lieux où des procédures comparables, souvent proches, sont mises en pratique ? Les historiographes savants (Scipion Dupleix et bien d'autres) n'ont-ils pas le souci de prouver, tout en louant ? Et n'y parviennent-ils pas souvent ? Les feudistes, dont le travail permet de trancher des conflits, de fonder des droits, des prétentions, d'en combattre d'autres, ne sont-ils pas aussi des praticiens de l'érudition ? Le problème serait alors généalogique. L'héritage du droit romain, de l'humanisme et de l'« histoire parfaite » chère à G. Huppert n'est-il pas un héritage partagé que l'on fait fructifier en fonction des demandes sociales dans lesquelles il se trouve investi ? De ce point de vue, le gassendisme a sans doute également des droits à la gestion du patrimoine. Et pour être du côté de l'histoire des « civilisations », davantage que de celui du droit, n'a-t-il pas nourri des recherches érudites ? Et s'il s'agit de se situer du côté des intentions monarchiques, car là se trouverait une des clefs de l'avenir politique, pourquoi faire l'impasse sur ce que la monarchie définit comme l'histoire savante dont elle a besoin, c'est-à-dire celle des historiographes qui n'est pas toujours différente de celle qu'on pratique, ou pratiquera, dans *Les académies de l'histoire,* même si elle l'est parfois.

En fait, de la même manière que la coupure entre « histoire savante » et « histoire littéraire » ne paraît pas pouvoir se fonder en dehors de demandes et de pratiques historiquement déterminées, la limpidité apparente du terme érudition semble dissimuler deux acceptions nettement différentes. L'érudition est une technique, irriguant tout un ensemble de pratiques savantes, qui permet d'atteindre de nombreux objectifs (éventuellement divergents). Elle est peut-être, aussi, à un certain moment, une morale, une vision du monde, une manière de vivre, ou une posture sociale. Mais si on veut l'analyser comme un indicateur, un témoin de phénomènes qui la dépassent (la chance de réforme de la « constitution » monarchique), ne faudrait-il pas, à partir d'une analyse historique de la notion, produire une série de contextes adéquats à chacune des acceptions retenues ? On aboutirait sans doute ainsi à plusieurs chronologies rendant plus difficile la formulation du verdict de décadence, mais permettant, en revanche, la comparaison nécessaire entre le cas français et les cas allemand, anglais ou italien.

Alain Boureau et Christian Jouhaud

François Hartog, *Le XIX^e^ siècle et l'histoire. Le cas Fustel de Coulanges,* Paris, Presses Universitaires de France, 1988, 399 p.

Il y a donc un « cas » Fustel : on n'en peut plus douter après la reconstitution à laquelle se livre F. Hartog. Exploitant les papiers rendus récemment accessibles à la Bibliothèque nationale, dont il publie les pièces les plus significatives, F. Hartog nous révèle un homme de passion et de tourments que la très officielle carrière du professeur en Sorbonne et directeur de l'École normale ne laissait pas soupçonner. Les problèmes qui travaillent notre auteur sont d'un ordre tout intellectuel. Mais c'est ce qui en fait l'exemplarité : le « porte-à-faux » fustelien permet d'éclairer le champ entier des études historiques en France au XIX^e^ siècle. Il jette en particulier une forte lumière sur les deux difficultés spécifiques et connexes qu'a rencontrées la constitution de l'histoire-science dans le cadre français : le caractère singulièrement laborieux de la conversion à la discipline érudite et la formidable prégnance des problématiques léguées par l'histoire « philosophique » du XVIII^e^ siècle. Nul parmi ses pairs n'a plus ambitionné la science pure que Fustel, nul n'a autant mis en avant les impératifs de la

This content downloaded from 131.94.16.10 on Mon, 26 Oct 2015 18:33:50 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

méthode. Et pourtant l'ascèse revendiquée s'accommode d'étonnantes carences. Nul ne s'est voulu plus dégagé des intérêts du présent et plus libre d'esprit dans le service du seul passé. Or non seulement c'est la pression de l'actualité qui le détermine, mais elle l'enferme dans le cercle des options et des interprétations *a priori*. Voilà le fond du cas Fustel : homme de l'entre-deux, loin des enthousiasmes de la génération romantique, mais point sur la même ligne que les « jeunes gens » de la *Revue historique* dont il vit si mal la concurrence et les critiques, c'est entre deux âges du savoir qu'il est tiraillé.

L'apport essentiel des documents exhumés par F. Hartog est de clarifier le moment charnière de son parcours intellectuel : 1870-1871, la défaite et la Commune. On savait un Fustel participant à sa manière de « la crise allemande de la pensée française », à l'instar de ses contemporains Renan et Taine. Mais ce qu'on ignorait, c'est que ses abondantes contributions à la *Revue des Deux-Mondes* de 1871-1872 (dont le fameux article « De la manière d'écrire l'histoire en France et en Allemagne depuis cinquante ans ») ne représentaient que la partie émergée d'une production plus large encore. En juillet 1871, il se lance ainsi dans un ouvrage d'histoire immédiate, un *Essai sur la guerre et la Commune,* qu'il abandonne après six mois de travail. Retournant à l'étude du passé, il entreprend un *Essai sur l'aristocratie* dans l'Antiquité et à l'époque moderne qu'il laissera lui aussi inachevé. Il s'explique entre-temps sur le problème politique français dans une longue lettre à Buloz sur les moyens « d'inculquer l'intelligence du gouvernement » au suffrage universel. Ébauches déterminantes, montre F. Hartog, où s'ouvre, à partir des réquisitions de l'actualité, une nouvelle carrière pour l'historien. La réflexion sur nos désastres engage, de proche en proche, très au-delà de l'inévitable invocation de 89, une remontée jusqu'aux origines mêmes de la France. Elle fait apparaître un principe général d'explication : l'antagonisme d'une aristocratie condition de la liberté et d'une démocratie porteuse de despotisme, au rebours de l'opinion reçue. L'histoire nationale est tout à reprendre, depuis le départ et en rupture complète avec l'interprétation libérale forgée par les Thierry et les Guizot depuis 1820. L'auteur de *La Cité antique* (1864 — Fustel a alors 34 ans) devient le spécialiste des *Institutions politiques de l'ancienne France.* Le premier volume paraît en 1875 sous un sous-titre évocateur : *L'Empire romain, les Germains, la royauté mérovingienne*. C'est de la question clé des invasions qu'il s'agit de repartir, cette fameuse « conquête » sur laquelle les libéraux ont construit, par retournement de la thèse ultra-nobiliaire, leur explication de la Révolution française sur la longue durée, par la lutte des « deux peuples ». L'entreprise est prévue pour mener le lecteur, en quatre étapes, jusqu'à 1789. Elle changera entièrement d'échelle et de statut en cours de route. Fustel s'enferme dans la question des origines du système féodal et ne publie pas pendant de longues années. C'est finalement aux soins de Camille Jullian, son élève, que le gros de l'œuvre, arrêtée aux *Transformations de la royauté pendant l'époque carolingienne,* devra d'exister à titre posthume.

C'est qu'entre-temps, explique F. Hartog, le métier d'historien s'est profondément transformé. Fustel lui-même devient en 1878 le premier titulaire d'une chaîne d'histoire médiévale dans la nouvelle Sorbonne. Il lui faut s'adapter à une logique de la spécialisation et à une élévation du niveau des exigences érudites dont la jeune génération qui a fait le voyage d'Allemagne porte le flambeau. Or il est clair que son cadre de pensée, son style d'exposition, la substance même de son projet initial relèvent d'une « alliance du patriotisme et de la science », selon les termes de Thierry, qui a ses beaux jours derrière elle. La conversion est douloureuse. D'autant plus douloureuse qu'elle s'opère sur le mode de la dénégation. Fustel s'acharne à se réclamer d'une science « aussi impartiale, aussi

This content downloaded from 131.94.16.10 on Mon, 26 Oct 2015 18:33:50 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

désintéressée, aussi impersonnelle que toutes les autres sciences », poussant l'ascèse jusqu'à dire « qu'elle n'a même pas de but pratique ». Il revendique haut et fort la longue tradition de l'érudition française. Mieux, il entend battre les érudits sur leur propre terrain en consacrant une place de plus en plus importante, jusqu'à « l'obsession », dit F. Hartog, aux considérations de méthode. N'empêche que sa démarche le conduit à réactiver la querelle des « germanistes » et des « romanistes » du XVIII[e] siècle, et à renouer en quelque façon avec l'abbé Dubos. Il a beau s'en défendre avec énergie, et non sans raison, dans l'acception stricte des termes : c'est l'effet d'un type de problématique qui le ramène inexorablement dans les mêmes parages. Dans les dernières années de sa vie, entre 1885 et 1889, ce sera semblablement la question de la propriété foncière qui le fera entrer passionnément dans la lice. Comme F. Hartog le fait judicieusement ressortir, c'est en fait une conception artificialiste de la société qu'il pourfend au travers de la thèse de la communauté primitive. Ce sont les « textes » et la bonne lecture des textes qui sont mis en avant. Reste qu'ici encore c'est une vieille bataille ô combien « philosophique » qui commande.

Mais l'aspect le plus curieux de ce partage pathétiquement dénié concerne la méthode. Comment « le plus méthodique des historiens français », de l'aveu de Seignobos, bourreau de travail, implacable théoricien de l'analyse des textes, a-t-il pu dans le même temps manifester une telle indifférence pour des opérations aussi essentielles à l'établissement des données que la critique externe ou la critique d'exactitude, jusqu'à s'appuyer sur de faux diplômes ? La question ne laisse pas d'intriguer. On conçoit sans trop de peine, à la rigueur, que la centralité de la référence historique sur la scène politique d'une France du XIX[e] siècle interminablement occupée à s'expliquer sa Révolution pour la conjurer, l'achever ou la dépasser, ait entraîné l'insistance particulière d'une préoccupation interprétative. On comprend beaucoup moins bien, en revanche, pourquoi les règles techniques de la discipline ont mis tant de temps à véritablement s'installer. Dans le cas de la génération de 1820, la rupture révolutionnaire et l'éclipse prolongée des institutions savantes fournissent une explication plausible. Mais Fustel appartient à la génération intermédiaire qui a été dûment mise en garde contre les errements de ses autodidactes d'aînés. Guérard et ses chartistes sont passés par là. La chaîne des temps a été renouée avec les grands modèles des Godefroy et des Mabillon. Et cependant il faudra la génération « posivitiste » pour que l'irritante question des déficiences de la méthode soit surmontée dans un commun accord sur les procédures. Peut-être est-ce sous cet angle que le cas Fustel est le plus éclairant. L'extrémisme paradoxal de sa position la rend éminemment révélatrice. On pourrait presque dire, en durcissant le trait, qu'il reconstitue un idéal ancien de connaissance à l'intérieur du régime moderne, c'est-à-dire critique, du savoir. A quoi reconduit en effet cette analyse minutieuse des textes, mot à mot, dans laquelle jamais assez « d'esprit de doute » n'est déployé ? A retrouver leur « sens propre et littéral », à « les admettre naïvement sans rien y mêler du nôtre ». Il a cette formule stupéfiante : « le fond de l'esprit critique, quand il s'agit de l'histoire du passé, est de croire les anciens ». Au-delà de son destin singulier, c'est sur la tradition qui le porte et sur ses limites qu'il convient de s'interroger. Le secret de la comparaison avec la science allemande gît probablement dans ces parages.

Notre connaissance critique du passé est faite de deux composantes : à côté de la science de l'établissement des matériaux et des faits, il y a la maîtrise interprétative de la distance temporelle. Les Français ont puissamment contribué à la première, à l'érudition documentaire ; ils n'ont pas vraiment connu la seconde, l'érudition herméneutique, qui s'est principalement développée en Allemagne sur une base philologique. Les historiens romantiques ont eu le

This content downloaded from 131.94.16.10 on Mon, 26 Oct 2015 18:33:50 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

sentiment aigu de l'écart temporel. C'est lui qu'ils se sont attachés prioritairement à rendre — la « couleur locale » — en fonction de leurs options tant historiques que cognitives. Leurs réalisations ont été d'autant plus précaires que, s'ils pouvaient documentairement exploiter l'acquis de la tradition bénédictine, ils ne pouvaient en revanche compter sur l'appui d'aucun modèle philologique-herméneutique. La restauration érudite d'après 1830, si elle ramène utilement la discipline des études, ne comble toujours pas la lacune majeure dans laquelle l'imagination romantique s'était engouffrée. Et c'est ce défaut de maîtrise qu'on retrouverait à la base des errements bizarres d'un Fustel. Il a gardé de ses aînés le sens violent de l'éloignement du passé. Mais ce qu'il en tire comme projet, c'est d'abolir la différence des temps dans l'opération historique, en rejoignant littéralement le passé pour ne plus parler et penser que d'après ses vestiges. De l'évocation improbable à la fusion impossible, sous le coup toujours de la même difficulté centrale à situer et à dominer l'écart herméneutique. Simples hypothèses, dans le sillage des fortes suggestions de F. Hartog, qui voudraient seulement indiquer des pistes par où l'indispensable enquête comparative pourrait maintenant progresser.

Il fallait un dernier quiproquo pour couronner ce destin divisé : il viendra du travail posthume de la célébration. En 1905, seize ans après la mort de Fustel, l'Action française en quête de revanche sur les historiens dreyfusards saisit l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de sa naissance pour l'ériger en héros du « nationalisme scientifique ». Maurras salue la leçon du maître qui a su déjouer le pernicieux germanisme de l'école libérale. Le voici enrôlé, aux côtés de Le Play, parmi les illustrations de l'école traditionaliste. Mais l'œuvre de la mémoire et de l'oubli ne s'arrête jamais. Elle enfouira bientôt les traces de ces luttes d'appropriation avec l'empreinte de l'historien des origines de la France, pour ne retenir finalement que le juvénile auteur de *La Cité antique*. Contre la pente inexorable de la postérité, il faut savoir gré à François Hartog de nous avoir lumineusement restitué le sens de ce monument de labeur ordonné à la poursuite de l'impossible. Sous sa plume, ultime revanche, l'échec acquiert un relief et une portée que n'eût point valu la réussite.

Marcel GAUCHET

Maurice HAMON, Félix TORRES (sous la direction de), *Mémoire d'avenir : l'histoire dans l'entreprise* (préface de François Caron), Paris, Economica, 1987.

Qu'est-ce que l'histoire dans l'entreprise ? Même après avoir fermé ce livre (actes du premier colloque d'histoire appliquée aux entreprises organisé par Saint-Gobain et Public Histoire en 1985) foisonnant d'exemples fascinants et d'analyses méthodologiques, elle est toujours difficile à cerner. Entre le public et le privé, entre l'historien d'un musée municipal et l'historien « officiel » d'une grande entreprise, la distance peut être grande, et dans les moyens mis à sa disposition, et dans sa liberté de mouvement sinon d'expression. Néanmoins, saluons l'une des idées-forces de ce livre — l'importance des rapports accrus entre l'entreprise et la recherche historique, impliquant un accès plus grand à une source cruciale pour l'histoire sociale et économique des XIX^e^ et XX^e^ siècles.

L'histoire dans l'entreprise pose des problèmes et aux historiens et à l'entreprise. Opposition entre histoire fondamentale et histoire appliquée ? Guillaume Malaurie, l'un des fondateurs de la société Public Histoire, récuse une telle « guerre de religion ». Quels sont les sacrifices ou tout au moins les compromis nécessaires de l'histoire appliquée ? L'histoire commanditée n'est pas une histoire complaisante insistent les auteurs. Mais comment se justifier vis-à-vis des scientifiques, sans parler

This content downloaded from 131.94.16.10 on Mon, 26 Oct 2015 18:33:50 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions